

## COMMENTAIRE

# Les femmes, le sexe social et la question de l'eau potable

par Margaret Haworth-Brockman

La disponibilité d'eau potable – une eau dont la qualité répond aux normes de consommation humaine – est un facteur essentiel à la santé de toute population. Au Canada, il n'existe aucune mesure normative évaluant l'accès qu'ont les foyers à l'eau potable <sup>[1]</sup>. Bien qu'il existe de nombreuses lois qui assurent la protection du public et la sauvegarde des approvisionnements en eau souterraine <sup>[2]</sup>, la géographie, la météo, les tractations politiques et autres facteurs influent sur le respect des directives et la façon dont elles sont appliquées, ainsi que sur le temps de rétablissement des sources d'eau après un incident de contamination. Les communautés rurales, isolées et nordiques risquent davantage d'éprouver des problèmes d'approvisionnement en eau potable en raison des inondations et d'une pénurie d'infrastructures de traitement d'eau adéquates dans les régions <sup>[1]</sup>.

Au Canada, en date du 31 mars 2008, les provinces ont émis 1 766 avis d'ébullition de l'eau. Ce chiffre exclut les avis émis dans les communautés des Premières nations<sup>[3]</sup>. La mauvaise qualité de l'eau destinée à la consommation humaine dans les collectivités des Premières nations, inuits et métisses est particulièrement critique, surtout dans les réserves. En date de janvier 2008, près de 100 avis d'ébullition de l'eau étaient en vigueur dans les communautés des Premières nations, partout au Canada. Or 85 de ces avis aisaient la population de risques élevés <sup>[4,5]</sup>. Souvent, les problèmes de contamination tardent à être réglés <sup>[6,7]</sup> et certaines communautés des Premières nations doivent composer avec des avis qui perdurent parfois plus d'une décennie <sup>[5,7]</sup>. Le nombre de collectivités autochtones aux prises avec des problèmes de qualité d'eau est difficile à cerner de façon précise puisque la plus grande part des données récentes portent surtout sur les communautés des Premières nations.

Ces avis enjoignent à la population à bouillir l'eau pour préparer les biberons des nourrissons, cuisiner, faire des glaçons, laver les aliments et se brosser les dents. La disponibilité de l'eau potable est donc clairement une question liée au sexe social, puisque les femmes sont encore principalement responsables de ces tâches accomplies au foyer. Les femmes sont aussi les principales personnes qui dispensent des soins aux populations considérées les plus à risque de conséquences graves si elles consomment de l'eau contaminée, notamment les nourrissons, les enfants de moins de deux ans, les femmes enceintes, les personnes âgées et les personnes dont les systèmes immunitaires sont déjà déficients <sup>[1,4]</sup>. Le temps et l'énergie supplémentaires qu'il faut déployer pour s'assurer que l'eau contaminée soit propre à la consommation humaine représentent un travail et

## Discussion

### *Quelle autre information l'analyse des influences du genre et du sexe révèle-t-elle?*

Les personnes qui demeurent dans les quartiers pauvres souffrent davantage de problèmes de santé, et ce, pour plusieurs raisons <sup>[15]</sup>. Nous ne connaissons pas avec certitude le degré d'atteinte à la santé provoquée par des mauvaises conditions de logement ni l'ampleur du rôle que jouent ces mauvaises conditions sur l'incapacité de quitter cet environnement. Par ailleurs, deux facteurs ont été clairement déterminés : (1) selon des études indépendantes, le manque de revenu entraîne une augmentation de la morbidité et de la mortalité, lesquelles sont directement liés à un état de santé déficient; et (2) les Manitobaines dont le revenu est peu élevé sont les plus à risque de vivre dans des habitations non sécuritaires, inadéquates et insalubres, qui ne répondent pas à leurs besoins.

Une étude réalisée en 2004 a constaté que la sécurité et l'abordabilité d'un logement sont les questions les plus importantes chez les femmes à faible revenu. Elles veulent aussi des logements qui correspondent à leurs besoins <sup>[1]</sup>. Les femmes qui ont participé à l'étude recherchaient des logements munis de détecteurs de fumée, de portes et de fenêtres pouvant être verrouillées et qui n'étaient pas au rez-de-chaussée ou au sous-sol. Elles voulaient aussi un lieu où elles ne seraient pas harcelées par un propriétaire ou un administrateur. Elles ont souligné l'importance d'avoir un téléphone dans leur logement, un élément qui leur permet de se sentir en sécurité.

L'état du quartier et la sécurité personnelle influent aussi beaucoup sur le bien-être physique et mental <sup>[6,7]</sup>. En plus de la question des portes et des fenêtres sécuritaires, les femmes étaient préoccupées par le manque de sécurité et/ou de lumière dans les corridors et sur les trottoirs, la présence de gangs de rue, de vendeurs de drogues et des activités liées à ce trafic, et l'absence de voisins familiers et dignes de confiance <sup>[1]</sup>. Les femmes vivant à Winnipeg ont dit être inquiètes du fait que leurs enfants

sont exposés à la violence <sup>[2]</sup>, au harcèlement sexuel, qu'ils peuvent trouver des seringues et des condoms sur les trottoirs, dans la rue, les ruelles et les cours. Elles ont également mentionné l'importance des clôtures, qui empêchent les étrangers de s'approcher de leur demeure <sup>[1]</sup>.

Pour les femmes, la menace de violence ne plane pas uniquement à l'extérieur du foyer. Nombre de femmes doivent fuir la violence physique et sexuelle présente dans leur propre demeure. Elles doivent alors chercher un refuge temporaire et ensuite un logement où elles pourront enfin se sentir chez elles. Brownridge <sup>[20]</sup> a mené une étude sur le lien entre le statut d'occupation (propriétaire ou locataire) et la violence envers les femmes. Les Canadiennes qui étaient locataires étaient deux fois plus à risque de subir de la violence, comparativement aux femmes qui étaient propriétaires de leur habitation.

Une étude des expériences de violence et d'itinérance chez les femmes immigrantes examine les liens entre le sexe social et la culture <sup>[11]</sup>. Nombre de femmes qui ont participé à cette étude pancanadienne (incluant Winnipeg) n'avaient jamais vécu seules avant de quitter leur conjoint violent. Elles n'avaient jamais eu à chercher un logement ni à jongler avec les multiples éléments inhérents à la gestion d'un budget familial. Les auteures de cette recherche ont constaté l'existence de facteurs tant systémiques qu'individuels qui expliquaient le cheminement des femmes (qui fuyaient la violence) vers l'itinérance et ensuite vers un autre logement. En fait, une incertitude concernant leur futur lieu d'habitation causait chez elles plus de détresse que l'itinérance absolue.

Selon des études récentes sur les besoins particuliers en matière de logement chez les populations des villes des Prairies, les Autochtones éprouvent de grandes difficultés à obtenir et à conserver des habitations adéquates <sup>[21,22]</sup>. La SCHL a noté que les Autochtones (l'information n'est pas désagrégée selon le sexe) résidant à Winnipeg sont généralement plus jeunes que le reste de la population, qu'ils touchent un revenu inférieur et qu'ils sont moins scolarisés. Par conséquent, le taux de pauvreté est plus élevé

un stress considérables pour les femmes, lesquelles ont une charge de travail déjà importante. De plus, il faut tenir compte des graves conséquences socioéconomiques que peuvent entraîner ces avis à long terme puisque dans certains cas, les populations de collectivités déjà appauvries doivent acheter de l'eau embouteillée pour s'assurer un approvisionnement en eau potable. Alors que la santé de tous les membres d'une communauté privée d'eau potable est menacée, la responsabilité de gérer les conséquences quotidiennes que peut entraîner l'absence d'eau potable repose surtout sur les femmes.

#### Références bibliographique

1. Donner L, Isfeld H, Haworth-Brockman M, Forsey C. A profile of women's health in Manitoba. Winnipeg : Centre d'excellence pour la santé des femmes – région des Prairies; 2008.
2. Environnement Canada. Recommandations canadiennes pour la qualité des eaux au Canada (en ligne). c2004 [cité le 15 déc. 2008]. [www.ec.gc.ca/ceqg-rcqe/Francais/ceqg/water/default.cfm](http://www.ec.gc.ca/ceqg-rcqe/Francais/ceqg/water/default.cfm).
3. Eggerston L. Investigative report: 1,766 boil-water advisories now in place across Canada. *Can Med Assoc J.* 2008;178(10):1261-3.
4. Santé Canada. Santé des Premières nations, des Inuits et des Autochtones – Avis concernant la qualité de l'eau potable. c2008 [cité le 10 déc. 2008]. [www.hc-sc.gc.ca/fniah-spnia/promotion/public-publique/water-eau-fra.php#what\\_is](http://www.hc-sc.gc.ca/fniah-spnia/promotion/public-publique/water-eau-fra.php#what_is).
5. Eggerston L. Despite federal promises, First Nations' water problems persist. *Can Med Assoc J.* 2008;178(8): 985.
6. La Commission de protection de l'environnement du Manitoba. Report on public hearings: Rural municipality of Brokenhead (Garson, Tyndall, and Henryville) water/sewer infrastructure project. Winnipeg : La Commission de protection de l'environnement du Manitoba; 2003.
7. Harden A, Levalliant H. Boiling point: six community profiles of the water crisis facing First Nations within Canada. c2008 [cité le 10 déc. 2008]. [www.polarisinstitute.org/files/Boiling%20Point.pdf](http://www.polarisinstitute.org/files/Boiling%20Point.pdf).